

ainsi dans des entreprises américaines représenteraient 19 millions de dollars. Selon les chiffres de M. Jerch cela entraînerait au Canada la suppression de 17,000 emplois. Vous comprendrez à présent à quelles difficultés nous nous exposons.

Je citerai quelques raisons supplémentaires à cet exode des capitaux et des entreprises. Il y a de multiples raisons en cause et toutes sont rattachées aux politiques économiques du gouvernement. Examinons brièvement à présent certaines des causes essentielles de cette baisse de la confiance dans le milieu des affaires. A la réflexion, on constatera que s'il y a un exode de capitaux, ce n'est ni du fait des chefs d'entreprises canadiens ni du fait des Chambres de commerce américaines.

Contrairement à ce que tout le monde croit, la situation au Québec n'est pas le seul facteur dans la recrudescence de l'investissement canadien à l'étranger. Bien que les événements au Québec aient gravement nui aux investissements au Canada, les capitaux fuyaient déjà le pays à un rythme alarmant plusieurs années avant l'élection de M. Lévesque.

Pour savoir si un gouvernement est efficace et un pays attirant aux yeux de l'étranger, il n'est besoin que de savoir si le pays et le gouvernement en question attirent les investissements étrangers. Ce n'est pas le cas du Canada. Nous ne pouvons même pas convaincre les sociétés canadiennes d'investir chez nous. S'il est vrai que 6.5 milliards de dollars ont fui le Canada vers neuf États américains, je me demande combien on a pu investir d'argent canadien dans les 41 autres. Est-ce 100 milliards qui ont été retirés du Canada et investis ailleurs au cours des quelques dernières années? Voilà une idée qui fait frémir! Un de ces jours, nous saurons combien d'argent a réellement fui le Canada et cela aura l'effet d'une bombe.

Nous connaissons déjà une partie des effets que la situation a eus au Canada jusqu'à maintenant. Nous avons un million de chômeurs, et le chômage coûte aux contribuables canadiens 8 milliards de dollars par année. Surtout, il y a des années que règne le climat d'incertitude engendré par les politiques du gouvernement actuel. Le meilleur climat qui convienne à la croissance normale des affaires, à une croissance d'un trimestre sur l'autre c'est la stabilité économique et sociale. Depuis 10 ans que le gouvernement est au pouvoir, les hommes d'affaires vivent dans l'incertitude et l'insécurité parce qu'il n'y a personne à la barre.

● (2152)

Au lieu d'appliquer des politiques favorables aux investissements, le gouvernement semble tout faire pour les décourager. La folle augmentation de ses dépenses, la prolifération des commissions et des organes de réglementation aux vastes pouvoirs arbitraires, les conflits de compétence et la non-consultation des entrepreneurs entrepreneurs, voilà parmi d'autres les facteurs de l'incertitude. Dans ses politiques, le gouvernement manifeste ses penchants socialisants, et il ne faut pas s'étonner que les entreprises cherchent à investir ailleurs. Et ce n'est pas en traitant toutes les sociétés en bloc de resquilleurs, de "welfare bums" que le NPД peut inspirer confiance aux investisseurs.

M. Jerch a enquêté sur un certain nombre d'entreprises qui ont quitté le Manitoba lorsque les socialistes étaient au pouvoir. Leur départ et celui de leurs capitaux auraient contribué à faire perdre 4,000 emplois au Manitoba.

### *Petite entreprise*

A cela s'ajoute le problème du gouvernement à outrance. L'accroissement continu de la fonction publique fédérale, avec les problèmes qu'il crée, ne manque pas de gêner l'activité des entreprises. Les chefs d'entreprises ne s'y retrouvent pas dans tous ces organismes de contrôle, de ces ministères, ces commissions, ces bureaux, ces offices et ces conseils fédéraux avec leurs règlements, leurs règles, leurs lois, leurs ukases, leurs ordonnances, leurs décrets et leurs déclarations. Bref, ils ploient sous la paperasse. Et lorsqu'il ne sont pas d'accord sur une décision, ils arrivent difficilement à faire appel, et de toute façon le temps et l'énergie que cela exigerait sont hors de proportion avec le résultat qu'ils peuvent espérer.

La situation est toute différente aux États-Unis. Le gouvernement et les syndicats y sont accueillants pour les hommes d'affaires et pour les capitaux, sachant que s'il n'y a pas d'homme d'affaires pour créer des usines ou des ateliers, c'est le marasme. Alors, ils ne s'acharnent pas sur les entreprises.

L'intervention de l'État dans l'économie s'est accrue à tel point qu'il présente maintenant 42 p. 100 du PNB, qui est la somme de tous les produits et services au Canada. Si la tendance provinciale et fédérale se poursuit, d'ici 1990, l'État s'attribuera 88 p. 100 des produits et services vendus au Canada. Le secteur privé n'aura plus que 12 p. 100. Voilà pourquoi les entreprises s'en vont. Elles n'ont pas confiance au gouvernement. Il y a tellement d'incertitude qu'elles ne veulent pas laisser leur argent ici.

Le gouvernement a beau jeu de parler de capitaux à risques et ainsi de suite. Personne n'est disposé à prendre des risques au Canada. La solution consiste à réduire progressivement l'édifice gouvernemental, non pas en procédant à des licenciements massifs de fonctionnaires dévoués, mais en bloquant le recrutement. Par ailleurs, on pourrait éliminer les projets d'embauche, car c'est du gaspillage. Si les gouvernements veulent créer des emplois, le meilleur moyen consiste à stimuler le secteur privé.

La motion que nous avons présentée le 2 février 1978 visait à régler le problème, mais le gouvernement ne tient absolument pas à réduire les effectifs d'aucun de ses services. Les néo-démocrates veulent que le gouvernement engage de plus en plus parce qu'ils veulent faire tout leur possible pour éliminer un nombre croissant d'entreprises privées. Ils veulent que tout le monde travaille pour la Fonction publique et ils vont chasser toutes les entreprises privées du pays. C'est leur but et ils y parviennent. Nous en avons un bel exemple en Saskatchewan où M. Blakeney a nationalisé l'industrie de la potasse en 1975. Il a effrayé les investisseurs américains. On a fait la même chose dans le domaine minier. Notre ami, le député de New Westminster (M. Leggatt) le sait, car son chef a chassé les hommes d'affaires et les investisseurs de la Colombie-Britannique.

J'ai des propos intéressants à citer. On les doit à M. Neil Wood, président de la société Cadillac Fairview Limited. Voici ce qu'il a dit, d'après un article paru récemment dans le *Citizen d'Ottawa*:

Nous ne liquidons pas les biens que nous avons au Canada et nous ne tournons pas le dos aux bonnes occasions qui s'offrent ici, mais celles-ci sont plutôt rares. La lenteur du gouvernement à donner les autorisations requises continue à nous mettre des bâtons dans les roues, alors que les Américains nous ouvrent leurs portes.